

[Texte]

Mr. Fisher: Perhaps the government members of the committee will be able to give us the assurance that the health standards will be maintained.

The Chairman: Mr. Fisher, I am not too sure about that last comment.

Mr. Gustafson (Souris—Moose Mountain): Thank you, gentlemen, for appearing today on this very important subject to agriculture, particularly the grains market. I welcome you here today.

The serious problem we face is a problem of price. As a grain producer I can give you the numbers. In 1983 we were getting \$5.60 a bushel for wheat in Saskatchewan; today, I suppose if you take all the grades into average, we might be getting \$2.75. The problem is a severe one. The opposition would blame free trade. Well, probably if there is a mistake in free trade, it should have happened 20 years ago.

Isolation and protectionism are not going to solve this problem. The problem is a world-wide problem of markets and of subsidies. If the GATT is going to fail—and there is a lot of question about that, I will admit that—what is the solution? As a wheat grower and as a president of the board, what is your advice to government? How do we approach this very, very serious problem? It is more than playing politics with it. I speak now more as a producer than I do as a government member. How do we solve this problem in the international situation. You might say that this is our problem as a government, but we are in this together and we have a serious problem on our hands. With fuel prices and expense prices and all of these things going up, we cannot survive.

I was very pleased to hear your positive remarks about the GRIP program, and the very high participation by the Ontario farmers in what the government has tried to do to give some relief by these safety nets. What would be your major suggestion?

Mr. Dmetriuc: First of all, I do agree it is our problem; it is not just a government problem. I guess the way we look at it, and I think I made these comments a year ago, is that somewhere there should be a relative value put on food within the global economy. I recognize the benefits of having a cheap food policy, benefits in terms of enabling the Third World countries to use a lower amount of their resources and funds to feed their residents as importing countries. But in discussing these issues with importers, with people who do buy grains and oilseeds from Canada, the most logical place for an agreement is in the GATT, because that package can recognize not only the external subsidies, which I referred to as the EEP and the European restitution, which is an export subsidy, but it also recognizes the internal support systems of countries to enable them to develop principles and programs for a sustainable agriculture.

[Traduction]

M. Fisher: Les membres du comité qui appartiennent au parti ministériel pourraient peut-être nous donner la garantie que l'on va préserver les normes sanitaires.

Le président: Monsieur Fisher, je ne sais pas très bien quoi penser de cette dernière observation.

M. Gustafson (Souris—Moose Mountain): Je vous remercie, messieurs, d'avoir témoigné aujourd'hui sur cette question très importante pour l'agriculture, notamment sur la question du marché des céréales. Je vous souhaite la bienvenue parmi nous.

Notre grave problème à l'heure actuelle est celui des prix. En tant que producteur de céréales, je peux vous donner les chiffres. En 1983, le blé nous était payé 5,60\$ le boisseau en Saskatchewan; aujourd'hui, si l'on tient compte des différentes qualités, nous en obtenons en moyenne 2,75\$. La situation est grave. L'opposition se contente d'accuser le libre-échange. Pourtant, s'il est une erreur que l'on a commise, c'est de n'avoir pas fait le libre-échange il y a vingt ans.

L'isolement et le protectionnisme ne vont pas résoudre ce problème mondial qui se rattache plutôt aux marchés et aux subventions. Si les négociations du GATT échouent—et l'on en parle beaucoup, je dois le reconnaître—quelle est alors la solution? En tant que producteur de blé et président de l'office, quel conseil donneriez-vous au gouvernement? Comment allons-nous aborder ce problème si crucial? Il ne s'agit pas d'en faire un jeu politique. Je parle ici davantage en tant que producteur que comme député du parti ministériel. Comment résoudre ce problème compte tenu de la situation internationale? Vous allez peut-être me dire que c'est le problème du gouvernement, mais nous sommes dans le même bateau et nous ne pouvons pas nous dérober à cette grave situation. Avec l'augmentation du prix des carburants, des frais et des différents postes de dépenses, nous ne pouvons plus survivre.

J'ai entendu avec plaisir que vous vous félicitez du programme RARB et de la très forte participation des agriculteurs de l'Ontario à un programme que le gouvernement a conçu comme un outil de protection. Qui proposeriez-vous avant tout?

M. Dmetriuc: Tout d'abord, je reconnais que le problème nous touche tous et non pas simplement le gouvernement. Je dirais que de notre point de vue, et il me semble avoir déjà fait cette observation il y a un an, il faudrait accorder une valeur relative à l'alimentation dans le contexte de l'économie globale. Je reconnais qu'une politique d'alimentation bon marché présente des avantages, en permettant par exemple aux pays importateurs du Tiers monde d'employer une plus faible part de leurs ressources et de leurs crédits à l'alimentation de leurs citoyens. Toutefois, lorsqu'on veut discuter de ces questions avec les importateurs, avec ceux qui achètent en fait les céréales et les oléagineux au Canada, le plus logique c'est de parvenir à un accord au sein du GATT, parce qu'un tel accord tient compte non seulement des subventions externes, que j'ai signalées comme étant l'EEP ou le mécanisme européen des restitutions, qui est une subvention à l'exportation, mais aussi des systèmes de soutien internes des différents pays afin de leur permettre d'arrêter les principes et de mettre au point des programmes visant le développement durable de l'agriculture.